1895

1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze

Revue de l'association française de recherche sur
l'histoire du cinéma

80 | 2016

Varia

1978-1985 : L'échec d'un projet collectif d'« Histoire du cinéma »

1978-1985 : the failure of an international « Film History » project

Román Gubern

Traducteur : François Albera

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/1895/5247>

DOI : 10.4000/1895.5247

ISSN : 1960-6176

Éditeur

Association française de recherche sur l'histoire du cinéma (AFRHC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 147-161

ISBN : 9782370290809

ISSN : 0769-0959

Référence électronique

Román Gubern, « 1978-1985 : L'échec d'un projet collectif d'« Histoire du cinéma » », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze* [En ligne], 80 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 07 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/1895/5247> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/1895.5247>

1978-1985 : L'échec d'un projet collectif d'« Histoire du cinéma »

par Román Gubern

Entre 1978 et 1985, le projet d'une histoire du cinéma, aujourd'hui oublié, vit le jour ; il était probablement utopique et même mégalomane mais, en même temps, il fut précurseur des histoires du cinéma actuelles nées de collaborations collectives d'envergure. Le promoteur de ce projet était l'Italien Guido Aristarco (1918-1996), critique qui avait évolué de sa jeunesse fasciste à un marxisme lukácsien et qui fonda, en 1952, l'influente revue *Cinema Nuovo* qui défendit avec force la cause du cinéma néo-réaliste. En 1977, à l'occasion d'une rencontre d'écrivains de cinéma qui se tenait à Varna en Bulgarie, il lança la proposition d'une histoire du cinéma écrite par des équipes nationales qui serait publiée en français, en anglais et en russe¹. En juin de l'année suivante, lors d'une nouvelle réunion de ce séminaire, la proposition fut acceptée et on décida de mettre en place un comité international d'une vingtaine d'experts pour coordonner le projet. C'est ainsi que je fus invité à participer à cette entreprise par une lettre envoyée de Turin en date du 30 juin 1978. À cette lettre Aristarco avait joint un aperçu du projet, intitulé « Histoire Générale du Cinéma », rédigé en français par Todor Andreykov, directeur de la Cinémathèque de Sofia. Dans ce document, étaient envisagés l'adoption de principes méthodologiques communs, la question de l'autonomie des équipes nationales, le cas des pays qui refuseraient de participer, la création d'un Secrétariat international pour le projet, la collaboration avec la FIAF et l'UNESCO, etc. Il était évident que pour un petit pays de l'Europe communiste, avec une cinématographie très modeste, cette collaboration scientifique était très tentante.

Par conséquent du 7 au 11 octobre 1978, à Varna, se tint la première réunion d'un groupe d'historiens, baptisé Comité directeur, dirigé par Aristarco et formé (par ordre alphabétique) de Barthélemy Amengual (France), Todor Andreykov (Bulgarie), Roy Armes (Grande-Bretagne), Robert Daudelin (FIAF), Serguei Drobachenko (URSS), Manuel González Casanova (Mexique), Román Gubern (Espagne), Bob Summers (États-Unis), Paulin Vieyra (Sénégal) et Kazuo Yamada (Japon). Le nord-Américain Jay Leyda s'excusa de ne pouvoir participer à la réunion mais envoya une lettre très intéressante où il proposait d'élaborer une histoire comparée année par année, afin d'établir les priorités chronologiques des innovations techniques et esthétiques et les influences transnationales qui en découlaient².

Lors de cette première réunion, l'ère des « Histoires du cinéma » nées d'une initiative individuelle (Georges Sadoul, Jean Mitry – l'auteur d'une *Histoire du Cinéma* engagée en 1967 soutenait le projet –,

1. Sur ce projet, voir les deux lettres de Jean Mitry présentées par Barthélemy Amengual dans 1895 n° 40, 2003, pp. 59-64.

2. Voir le texte de cette lettre plus loin.

GENERAL HISTORY OF THE CINEMA
ВСЕОБЩАЯ ИСТОРИЯ КИНО
HISTOIRE GENERALE DU CINEMA

INTERNATIONAL
SECRETARIAT
UL. GOLEBOVA
1000 SOFIA
BULGARIA
TEL. 30-40-37

MEMBER COMMITTEE

PRESIDENT:
GILIO ARSIZIO
Italy
VICE PRESIDENTS:
ROMAN GUSEIN
Spain
SANDLEY DROMASHENCO
USSR
MANNI GONZALEZ
CUBA
SECRETARY GENERAL:
TOOR ANDRIYKOV
Bulgaria

MEMBERS:
SANDLEY AVENUE
France

JOY ARMES
Great Britain

SATISH BANERJEE
India

FRANÇOIS BOURGEOIS
France

LOTTIE BROWN
France

SWAN FINE
USA

HERNAN GONZALEZ
Mexico

ROBERTO FREYRE
Argentina

LEONARD JONES
USA

RAY LINDA
USA

JEAN LUTZ
France

ANDRE MORAUX
Great Britain

VICTOR SHILOVSKI
USSR

PAUL VETRA
Belgium

KAZUO YAMADA
Japan

Office
Representatives
of the
International Federation
of Film Archives (ISFIA)

ROBERT MARTELIN
Canada

THOMAS MURPHY
Switzerland

Addressed to members of Secretariat
International

Le 24 mars 1961,
Sofia

Chers amis,

Il n'est indésirable d'attendre votre opinion sur les problèmes suivants, ce qui ne permettrait d'entreprendre par la suite des travaux de préparation pour la réunion du Comité d'initiative.

1/ Je n'ai pas reçu jusqu'à présent des jugements au sujet de la proposition de notre collègue Casanova, lancée dans sa lettre du 11.II. e.c. Il est possible que chacun d'entre vous lui a répondu d'instinct, mais nous n'avons reçu aucune lettre au Secrétariat à Sofia qui puisse nous informer de vos opinions. Ainsi, je ne puis pas lui adresser ma lettre, avant de connaître vos idées à ce sujet. Moi personnellement, je suis d'accord pour organiser une rencontre du Secrétariat - cela enfin ne me coûte rien -, mais ce qui me paraît inopportun, c'est le fait que cette rencontre précéderait de 20 JOURS seulement notre réunion du Comité d'initiative en Bulgarie.

2/ Conformément à mon rapport sur le voyage de mission au Siège de l'UNESCO: faut-il inviter A. Fouleouniand et R. de Végner dès l'ouverture du Festival, ou bien nous réserver deux jours pour échanger librement d'opinions sans la participation des fonctionnaires de l'UNESCO, et leur adresser des invitations à partir de 6 juin.

3/ Conformément à mon rapport sur le voyage de mission à Ouagadougou, que vous avez ci-joint, et plus spécialement conformément au point 3: est-ce que vous êtes d'accord d'envoyer au nom du Comité d'initiative une lettre adressée à AGEDCOOP /Agence de Coopération Culturelle et Technique/ à Paris en sollicitant sa partici-

2.

pation financière au séminaire imminent en hiver de l'année
courante, et des lettres aux directeurs des équipes nationa-
les des pays africains pour les inciter de solliciter auprès
de leurs gouvernements une aide financière.

4/ J'attends jusqu'à la fin d'avril et plus tard des proposi-
tions au sujet d'ordre du jour pour la réunion du Comité d'ini-
tiative en juin n.e.

5/ Je vous fais savoir / Je souligne cela au paragraphe final de
mon rapport/ que l'organisation du projet à l'intérieur du pays
n'a pas avancé nullement et la situation de Marseille à celle
du juin et d'octobre de l'année passée. Je pense que vous pour-
riez entreprendre quelque démarche dans ce sens.

Roman Gubern
O/ Eursado 32
Barcelona 23
Espagne

Sincèrement votre:

T. J. J. J.
/T. Andreykov /

Carl Vincent, Paul Rotha, Jacques Deslandes) fut proclamée close ; on ne pouvait être à la fois spécialiste du cinéma canadien, chinois, égyptien, belge, argentin, etc. ; désormais des travaux collectifs transnationaux coordonnés s'imposaient ; il était nécessaire de prêter attention aux cinémas des pays du Tiers-Monde et des pays isolés comme la Chine ; il fallait inclure le cinéma industriel et les branches marginales (les cinémas amateur, *underground*, militant, pornographique, publicitaire, et la télévision) et détrôner le rôle dominant des concepts d'*auteurs* et de *tendances* (collectives). Dans une large mesure, l'ombre de Mai 68 et ses conséquences idéologiques se projetaient sur certains des discours.

Il reste que certains des problèmes retenus étaient bien réels. La Chine, dans le sillage de la Révolution culturelle, était un géant isolé. Finalement, pour briser sa méfiance et obtenir sa collaboration au projet, il fallut recourir aux bons offices de Joris Ivens, qui avait voyagé avec Marceline Loridan entre 1971 et 1975 dans le pays et tourné plusieurs documentaires enthousiastes sur la Révolution culturelle et ses conséquences³. La Corée du Nord ne voulait pas collaborer au projet avec la Corée du Sud, mais plus tard cependant, on obtint la présence de deux responsables nord-coréens en uniforme mais muets, accompagnés de deux interprètes de leur pays. On essaya de faire l'impasse sur les problèmes politiques mais ils surgirent pourtant inévitablement.

Après de longues discussions au sujet du nombre de pages allouées à chaque pays (le Bangladesh demandait le même nombre de pages que la Pologne), il fut décidé que les États-Unis et l'URSS auraient le même nombre de pages, un millier chacun : un équilibre qui tenait plus de la « guerre froide » que de l'objectivité scientifique. Et c'est sur la base de ce module que les autres pays se verraient attribuer leur nombre de pages.

En décembre 1978, huit pays (Bulgarie, Algérie, Togo, Portugal, Cuba, Sénégal, Inde et Pologne) soumièrent une demande de subvention financière au projet à la Conférence générale de l'UNESCO, qui fut adoptée pour les exercices 1979-1980 et 1981-1982. Puis, à Sofia, la composition de l'équipe directrice fut formalisée sous le nom de Comité d'initiative, avec Guido Aristarco comme président et, comme vice-présidents (dans cet ordre), Román Gubern, Serguei Drobachenko, Manuel González Casanova et Todor Andreykov. La présence du Soviétique Drobachenko (spécialiste de Dziga Vertov) était inévitable dans ce contexte politique, bien que ses déclarations fussent toujours très discrètes ; et Manuel González Casanova, professeur à l'Université nationale autonome du Mexique, représentait le continent latino-américain. Le Comité d'initiative décida de déléguer le pouvoir exécutif à un petit groupe pour obtenir plus d'efficacité. L'habitude s'institua de déjeuner régulièrement avec le vice-ministre bulgare de la Culture, Nenov, et d'échanger des vues sur l'évolution du projet. L'aide financière de l'UNESCO servit entre autres à payer de nombreux voyages, comme j'en fis moi-même dans les cinémathèques de Bogotá, Caracas, Buenos Aires et Montevideo – deux capitales soumises à de brutales dictatures militaires –, et à essayer d'organiser, sans grand succès, des équipes de collaborateurs locaux.

3. Joris Ivens, Marceline Loridan, *Comment Yukong déplaça les montagnes* (Capi films, France, 12 parties, 763 min., 1976).

Il fut rapidement décidé que cette édition comporterait vingt volumes (avec des dactylogrammes originaux de mille pages par volume, de 30 lignes de 60 signes par page), en français, en anglais et en russe, avec 250 illustrations par volume. L'année 1979 fut importante car durant l'hiver Aristarco, Andreykov et moi-même, réunis à la cinémathèque bulgare, rédigeâmes le document théorique directeur du projet, dans un style fortement contaminé par la rhétorique ampoulée de l'idéologisme post-68. Le document disait ceci :

[I.] « FONDEMENTS MÉTHODOLOGIQUES DE L'HISTOIRE GÉNÉRALE DU CINÉMA⁴

1. *L'Histoire Générale du Cinéma* aura comme commun dénominateur une approche idéologique et culturelle partagée par tous et que l'on peut qualifier de progressiste. Elle admettra l'expression dialectique de points de vue pluralistes sur les œuvres, les auteurs, les tendances artistiques, les époques, etc. En conséquence elle ne devra tolérer aucune manifestation de chauvinisme.

2. Tout phénomène cinématographique doit s'examiner à la lumière des tendances et structures politiques, économiques, sociales et esthétiques propres à l'histoire nationale de chaque pays. On devra donc mettre en corrélation les uns avec les autres tous ces différents aspects.

3. Cette histoire du cinéma concerne non seulement la production professionnelle des cinématographies nationales, mais aussi ce domaine important qu'est le cinéma clandestin, marginal, expérimental, indépendant, etc. On approchera cette histoire à travers les composantes suivantes :

a) Les thématiques

b) Le langage

c) Les dimensions sociologiques

d) La poétique (une véritable histoire du cinéma doit forcément être une histoire des différentes poétiques, celle des auteurs et des œuvres, des courants et des écoles artistiques, des époques ou des périodes). On doit concevoir la poétique comme le rapport dialectique entre la pensée, le langage et la réalité historique, autrement dit comme une sorte de pont entre les univers éthique, historique, politique et artistique. Car il est bien entendu qu'on ne peut séparer la forme du contenu soit en analysant la première en soi, soit en étudiant le second sans lien avec la façon dont il est exprimé⁵.

e) La critique

f) La théorie

g) La situation économique, industrielle et juridique du cinéma : la production, la distribution, l'exploitation, la censure, etc.

4. Le document fut rédigé en français. On respecte ici son expression à l'exception des fautes de frappes ou d'orthographe.

5. Tout ce paragraphe sur la poétique fut entièrement rédigé par Aristarco.

h) Les activités ou les institutions de culture cinématographique : ciné-clubs, écoles du cinéma, cinémathèques, etc.

i) Les influences réciproques entre les différentes cinématographies et les arts en général (la littérature, les beaux-arts, les mass média, la télévision, les bandes dessinées, etc.).

4. Les films dont l'appartenance nationale pose problème en raison de la provenance de son réalisateur, de ses sources de financement, de son lieu de tournage, etc. devront être étudiés par les différents équipes nationales concernées qui, en raison de leur perspective propre, jetteront sur l'œuvre un éclairage complémentaire. Par exemple, les historiens italiens pourront étudier *Zabriskie Point* en tant que film d'Antonioni, tandis que les Américains l'aborderont comme produit de la MGM. De même pour *Que viva Mexico!* qui intéresse les Soviétiques en tant que film d'Eisenstein et les Mexicains pour sa signification et son influence sur la culture de leurs pays.

5. *L'Histoire Générale du Cinéma* partira d'une analyse des tendances (courants, écoles, genres) tout en approfondissant les recherches sur les auteurs plus ou moins importants sans négliger, bien sûr, les cinéastes dignes d'intérêt qui ont créé leurs œuvres à l'écart des tendances dominantes.

6. *L'Histoire Générale du Cinéma* se propose de revêtir l'esprit critique d'une histoire comparative du cinéma mondial sans exclure les pays qui ne sont ou n'ont pas été des producteurs, car ils sont ou ont été néanmoins des consommateurs.

7. À l'intérieur même d'une méthodologie que nous tenons pour progressiste au sens où le directeur et les membres de l'équipe nationale partagent les mêmes opinions culturelles et progressistes, il faut tenir compte des faits suivants :

a) malgré la corrélation évidente entre les processus sociaux et artistiques, il n'existe aucun rapport automatique, immédiat et direct entre l'évolution et l'involution politique et l'évolution et l'involution du cinéma.

b) il est impossible d'établir des relations automatiques d'équivalence entre l'histoire générale et celle de l'art et de la littérature ;

c) dans une œuvre on doit s'attacher à tout ce qui est valable du point de vue artistique même si les thèmes ou les idées qu'on y retrouve ne peuvent être qualifiés de progressistes ;

d) il est nécessaire d'opérer une nette distinction entre la critique artistique et la critique politique. Il ne faut écarter aucune forme particulière de critique, par exemple : la critique SOCIOLOGIQUE, SÉMANTIQUE, STYLISTIQUE, PSYCHANALYTIQUE, SÉMIOLOGIQUE, FORMALISTE et STRUCTURALISTE : toutes ces méthodes sont des approches qui, dans un ensemble, ne s'additionnent pas de manière arithmétique, mais entretiennent entre elles des relations d'interdépendance et d'intégration, constituent cette notion complexe et pluridimensionnelle qu'est la critique.

II. RECOMMANDATIONS MÉTHODOLOGIQUES RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DES ÉQUIPES NATIONALES.

1. Chaque directeur national aura la responsabilité de constituer son équipe.

Le nombre de membres formant une équipe nationale pourra varier, c-à-d. que le directeur national devra, après avoir évalué les exigences concrètes de la situation de son pays, déterminer le nombre des spécialistes, permettant d'examiner l'histoire cinématographique nationale sous tous ses aspects.

Chaque équipe nationale ne dépassera pas 5 à 6 personnes, nombre optimal, assurant les meilleures conditions pour des discussions exhaustives. À l'exception du directeur qui remplira ses fonctions jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage, des changements pourront être effectués au sein des équipes nationales, vu les particularités de chaque période étudiée. Pour certains aspects du travail présentant des caractéristiques spécifiques, l'équipe pourra s'adresser à des collaborateurs, spécialistes extérieurs, ceux-ci ne participeront pas à l'équipe nationale, mais leurs noms figureront dans la liste des auteurs en tant que collaborateurs.

Le Comité d'Initiative remercie la Commission de Documentation de la FIAF de sa proposition et recommande à chaque équipe nationale qu'elle soit ou non membre de la FIAF⁶.

2. Nous sommes d'avis que le travail collectif convient, au plus grand degré, à l'esprit de notre entreprise, c-à-d. que les prises de position sur les tendances, les auteurs, les œuvres, etc., de même que la sélection des films et leur évaluation, devraient être justifiées et approuvées après avoir été débattues au sein de l'équipe nationale. De cette manière on supprimera le danger que le travail isolé représente pour une histoire du cinéma.

L'*Histoire Générale du Cinéma* évitera de se référer à des opinions et à des informations déjà formulées, on devra donc consulter les sources mêmes (films et toute autre documentation); de cette manière les données présentement admises seront vérifiées, confirmées ou rejetées.

3. L'approbation des textes, prêts pour l'impression, suivra les étapes suivantes :

a) Le texte sera proposé par l'équipe nationale dans sa version finie après délibération et adoption par tous ses membres.

b) Le texte, approuvé par l'équipe nationale sera examiné par une commission, composé de membres du Comité de Direction International. Pour faciliter l'accomplissement de ces tâches concernant la rédaction et l'approbation des textes, le Comité de Direction International se subdivisera en plusieurs commissions, chacune ayant à s'occuper d'un nombre limité de cinématographies nationales. Il n'est pas obligatoire que ces commissions aient des membres permanents; selon l'avis de des membres du Comité de Direction International, ils pourront participer à plusieurs commissions à la fois;

6. Référence à une lettre de soutien et de coopération au projet par la FIAF, représentée par le Canadien (Québec) Robert Daudelin.

COMMISSION OF DATES FOR THE FIRST
AND SECOND PARTS OF THE GENERAL
COUNCIL OF CHURCH (1925-1926)

I. MAIN COUNCIL

P. 1st	100	
P. 2nd	150	
P. 3rd	150	
P. 4th	100	
P. 5th	100	
P. 6th	100	
P. 7th	100	
P. 8th	100	
P. 9th	100	
P. 10th	100	
P. 11th	100	
P. 12th	100	
P. 13th	100	
P. 14th	100	
P. 15th	100	
P. 16th	100	
P. 17th	100	
P. 18th	100	
P. 19th	100	
P. 20th	100	
P. 21st	100	
P. 22nd	100	
P. 23rd	100	
P. 24th	100	
P. 25th	100	
P. 26th	100	
P. 27th	100	
P. 28th	100	
P. 29th	100	
P. 30th	100	
P. 31st	100	
P. 32nd	100	
P. 33rd	100	
P. 34th	100	
P. 35th	100	
P. 36th	100	
P. 37th	100	
P. 38th	100	
P. 39th	100	
P. 40th	100	
P. 41st	100	
P. 42nd	100	
P. 43rd	100	
P. 44th	100	
P. 45th	100	
P. 46th	100	
P. 47th	100	
P. 48th	100	
P. 49th	100	
P. 50th	100	
P. 51st	100	
P. 52nd	100	
P. 53rd	100	
P. 54th	100	
P. 55th	100	
P. 56th	100	
P. 57th	100	
P. 58th	100	
P. 59th	100	
P. 60th	100	
P. 61st	100	
P. 62nd	100	
P. 63rd	100	
P. 64th	100	
P. 65th	100	
P. 66th	100	
P. 67th	100	
P. 68th	100	
P. 69th	100	
P. 70th	100	
P. 71st	100	
P. 72nd	100	
P. 73rd	100	
P. 74th	100	
P. 75th	100	
P. 76th	100	
P. 77th	100	
P. 78th	100	
P. 79th	100	
P. 80th	100	
P. 81st	100	
P. 82nd	100	
P. 83rd	100	
P. 84th	100	
P. 85th	100	
P. 86th	100	
P. 87th	100	
P. 88th	100	
P. 89th	100	
P. 90th	100	
P. 91st	100	
P. 92nd	100	
P. 93rd	100	
P. 94th	100	
P. 95th	100	
P. 96th	100	
P. 97th	100	
P. 98th	100	
P. 99th	100	
P. 100th	100	

II. REGIONAL AND SUB-REGIONAL COUNCILS

Germany	50	50	as German Ambassador
Austria	50	50	as Austrian Ambassador
Italy	50	50	
France	50	50	
Belgium	50	50	
Netherlands	50	50	
Denmark	50	50	
Sweden	50	50	
Finland	50	50	
Poland	50	50	
Czechoslovakia	50	50	
Yugoslavia	50	50	
Romania	50	50	
Bulgaria	50	50	
Greece	50	50	
Turkey	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq	50	50	
Iran	50	50	
Afghanistan	50	50	
Pakistan	50	50	
India	50	50	
China	50	50	
Japan	50	50	
Philippines	50	50	
Indonesia	50	50	
Malaya	50	50	
Siam	50	50	
Thailand	50	50	
Sierra Leone	50	50	
Liberia	50	50	
Ivory Coast	50	50	
Ghana	50	50	
Senegal	50	50	
Mali	50	50	
Niger	50	50	
Chad	50	50	
Sudan	50	50	
Egypt	50	50	
Syria	50	50	
Lebanon	50	50	
Palestine	50	50	
Transjordan	50	50	
Iraq			

III. QUELQUES PROBLÈMES D'ORDRE ORGANISATIONNEL, CONCERNANT LA PRÉPARATION ET LA PUBLICATION DE L'*HISTOIRE GÉNÉRALE DU CINÉMA*

Il faut adopter l'ordre suivant dans la préparation des volumes – la rédaction et la publication des volumes, consacrés au cinéma muet, selon l'ordre chronologique, seront faites en même temps que celle des volumes consacrés au cinéma qui suit la Deuxième Guerre mondiale. De cette façon les lecteurs auront les volumes consacrés au cinéma contemporain, en particulier celui des pays en voie de développement, aussitôt après la publication des premiers volumes.

Le nombre des pages à accorder à chaque cinématographie nationale sera déterminé par le Comité d'Initiative.

Les équipes nationales qui sont déjà constituées doivent envoyer au Secrétariat un plan concis de l'histoire du cinéma de leur pays (en 3 pages environ) avec une indication de la périodisation et de l'espace pour chaque partie de l'histoire et cela pour la fin du mois d'octobre. Les autres équipes nationales devront présenter au Secrétariat des plans analogues pour la fin du mois de février 1980.

Dans l'accomplissement de cette tâche le Comité d'Initiative, tout comme les équipes nationales, devront tenir compte des critères suivants :

- 1) le début de la production et de l'exploitation cinématographique dans chaque pays.
- 2) le volume de la production de films pour chaque pays.
- 3) la valeur de la production nationale ; sont considérés comme "films de valeur" les films marquant une date dans l'histoire du cinéma du pays.

Le Comité d'Initiative devra délimiter le nombre des pages accordées à chaque pays en les distribuant selon des pourcentages. Tous les membres du Comité d'Initiative devront tenir compte des renseignements et des propositions fournies par les équipes nationales ».

Ce document fut distribué à tous les représentants des équipes nationales, qui étaient invitées à présenter des suggestions ou des commentaires critiques. La section II était la plus problématique, par ses règlements sévères du fonctionnement de chaque équipe, si méticuleux, qui ressemblait à une caricature de ce que Gramsci appelait l'« intellectuel collectif ». Une réunion à Sofia en juin 1979 fut convoquée et, après les débats, on offrit des réponses à des questions ou des critiques dans un document rédigé en novembre de cette année à Turin (lors de sa première réunion tenue à l'extérieur de la Bulgarie) proposant arguments et aspects intéressants :

« PRÉCISIONS POUR CLARIFIER CERTAINS POINTS DU DOCUMENT MÉTHODOLOGIQUE APPROUVÉ À SOFIA AU MOIS DE JUIN DE 1979⁷.

1) Pour clarifier les points I, 6) et II, 4) et 6), il faut rappeler que notre histoire est fondamentalement une "histoire comparée du cinéma". Pour cette raison, et d'accord avec l'esprit du paragraphe II, 4), la Commission de rédaction élue par l'Assemblée Générale pourra décider un

7. Texte rédigé en français.

GENERAL HISTORY OF THE CINEMA
DOCUMENTARY HISTORICAL RECORD
REVUE GÉNÉRALE DU CINÉMA

INTERNATIONAL
SECRETARIAT
U. 80 JNIO 36
1000 8004
BRUXELLES
TEL. 02 48 30

ASSOCIATED COUNTRIES

PRESIDENT:
GUSTO ARISTARCO
Arg.
VICE PRESIDENTS:
ROMAN GUTERN
Spain
SERGEY KOSINSKIY
USSR
MAYUEL GONZALEZ
CUBA
MAYUEL GONZALEZ
CUBA
SECRETARY GENERAL:
EDOUARD ANDRIENCO
Belgium

CHIEF OF
EDOUARD ANDRIENCO
France

ROY JAMES
Great Britain

SATISH BANERJEE
India

HERO BOURGEOIS
France

LOTTE EDER
France

SAMER FARO
Lebanon

LEONARD ORSHAN
Director General Republic

RODOLFO LIZAGUIRRE
Mexico

LEWIS MOORE
USA

RAY LINTA
USA

JEAN MEYER
France

ROSE MONTAGU
Great Britain

WOLFF SHELTON
USA

RAUL ROYER
Belgium

HAZEL YAMADA
Japan

Official
Representatives
of the
International Federation
of Film Archives / IFAF

ROBERT DAUBIN
Quebec / Canada

FREDERICK BAUME
Switzerland

Précisions pour clarifier certains points

du document méthodologique approuvé à

Soria au mois de juin de 1978.

- 1) Pour clarifier les points I, 3) et II, 4) et 5), il faut rappeler que notre histoire est fondamentalement une "histoire comparée du cinéma". Par cette raison, et d'accord avec l'esprit du paragraphe II, 4), la Commission de rédaction élue par l'Assemblée Générale pourra décider un montage ou "collage" rationnel de textes provenant des différents pays, avec l'objet de mieux mettre en relief les aspects comparatifs synchroniques des histoires des différents cinémas nationaux.
- 2) En accord avec les points II, 1) et 2) du même document, il faut insister dans la nécessité d'une élaboration collective des textes, après une réflexion et délibération des différents membres responsables de chaque chapitre ou sous-chapitre.
- 3) En accord avec le point II, 6) du même document, il faut rappeler que notre histoire est une histoire "chronologique" plutôt qu'une histoire "monographique", et en conséquence il faut éviter que notre ouvrage soit une simple accumulation d'études monographiques sur certains genres ou auteurs.

Le Secrétaire

montage ou “collage” fonctionnel de textes provenant des différents pays, avec l’objectif de mieux mettre en relief les aspects comparatifs synchroniques des histoires des différents cinémas nationaux.

2) En accord avec les points II, 1) et 2) du même document, il faut insister sur la nécessité d’une élaboration collective des textes, après une réflexion et délibération collective des différents membres responsables de chaque chapitre ou sous-chapitre.

3) En accord avec le point II, 6) du même document, il faut rappeler que notre histoire est une histoire “chronologique” plutôt qu’une histoire “monographique”, et en conséquence il faut éviter que notre ouvrage soit une simple accumulation d’études monographiques sur certains genres ou auteurs. »

Cette dernière observation était intéressante car elle révélait des tensions au sein du projet dans l’articulation de l’histoire diachronique, au détriment de l’analyse textuelle clairement sous-estimée. Ou, si l’on veut, la primauté de l’histoire de l’évolution sur l’exégèse des discours. La déclaration contredisait également le point méthodologique I.5 du document, qui favorisait l’« analyse des tendances (courants, écoles, genres) », mais « sans négliger les cinéastes dignes d’intérêt qui ont créé leurs œuvres à l’écart des tendances dominantes » et, par conséquent, peuvent être évalués pour leurs écarts textuels par rapport à la production *mainstream*. Cette approche ignorait le fait que l’histoire du cinéma avait progressé notamment grâce aux grands transgresseurs du canon (« tendances dominantes »), comme Stroheim, Browning, Buñuel, Vertov ou Vigo.

On rappela encore que les équipes nationales devaient soumettre leurs plans avant février 1980, car il était prévu qu’en juin de cette même année se tienne en Bulgarie une assemblée générale, à laquelle participeraient, pour la première fois, les représentants de la maison d’édition d’État bulgare.

En novembre 1979, la liste des collaborateurs du Comité d’initiative était formée d’Aristarco (président), Gubern, Drobachenko, González Casanova (vice-présidents), Andreykov (secrétaire général) et Barthélemy Amengual (France), Roy Armes (GB) Satish Bahadur (Inde), Ferid Boughedir (Tunisie), Lotte Eisner (France), Samir Farid (Égypte), Ulrich Gregor (RFA), Rodolfo Izaguirre (Venezuela), Lewis Jacobs (E-U), Jay Leyda (E-U) Jean Mitry (France), Ivor Montagu (GB), Viktor Chklovski (URSS), Paulin Vieyra (Sénégal), Kazuo Yamada (Japon) et les membres de la FIAF, Robert Daudelin (Canada) et Freddy Buache (Suisse). Dans tout le processus de gestation du projet ce fut, sur le papier à lettres de l’organisation, la liste rendue publique la plus vaste.

Mais les mois passèrent et fort peu d’équipes nationales soumièrent leurs plans de travail. C’est pourquoi après la troisième réunion du Comité d’initiative à Sofia, Aristarco envoya le 8 juin 1981, une lettre au Secrétaire général de l’UNESCO, Amadou Makhtar M’Bow, expliquant l’évolution du projet, avec cent vingt-trois pays concernés et dont le résultat serait publié par l’édition bulgare Naouka et Iskousstvo, demandant à cet effet une subvention annuelle supplémentaire de cinq cent mille dollars, livrée en tranches, compte tenu de l’insuffisance des aides déjà approuvées précédemment.

Il faut probablement relier le chavirement du projet à l’organisation par la Biennale de Venise d’un symposium intitulé « Il film come bene culturale » [le film comme bien culturel] (Venise, 25-29 mars 1981), visant à attirer publiquement l’attention sur l’état esthétique et culturel du cinéma et sur les difficultés à préserver son fragile patrimoine, au seuil de l’ère numérique. Participèrent avec des

communications Guido Aristarco et Jean Mitry (outre G. Giulio Argan, Marc Ferro, Carlo Lizzani, Pierre Sorlin, Gian Piero Brunetta, Mino Argentieri, Michel Ciment, Edoardo Bruno, Bernard Eisenschitz, Alberto Farassino, Adriano Aprà, etc.); mon intervention s'intitulait « Méthodologie pour l'étude des textes » et mettait l'accent sur la pluralité des points de vue et des lectures critiques des textes filmiques, par rapport à la teinture dogmatique qui sous-tendait, à mon avis, le projet bulgare d'origine⁸. En outre, le 19 octobre de cette même année, Wolfgang Klaue, président de la FIAF, et Robert Daudelin, son secrétaire général, envoyèrent au vice-ministre de la Culture bulgare, Nenov, une lettre depuis Lausanne, disant :

(...) Or, à l'occasion de la récente réunion de notre Comité directeur, le développement de ce projet a été examiné avec un fonctionnaire de l'Unesco spécialement venu à Lausanne pour nous consulter à ce propos.

Un projet d'une telle envergure est évidemment une entreprise de longue haleine et seuls l'acharnement, la patience et la passion peuvent le mener à terme. Néanmoins nous nous inquiétons des lenteurs administratives qui semblent actuellement accompagner le projet.

Nous croyons qu'il faut de toute urgence normaliser la situation du projet « Histoire Générale du Cinéma » vis-à-vis de l'Unesco et rétablir le climat de confiance et l'enthousiasme qui ont présidé à sa naissance (...)⁹.

L'avertissement était grave. Mais le 10 décembre 1981, le Comité directeur envoya une lettre à tous les membres en expliquant que l'État bulgare avait écrit, le 20 novembre 1981, au Secrétaire général de l'UNESCO pour l'informer de la prise en charge des frais du projet par le biais son éditeur, qui avait déjà mis au point un modèle de contrat pour les auteurs. En fait, ce contrat type fut approuvé plus tard par l'édition bulgare Naouka i Iskousstvo, nouvelle qu'Aristarco communiqua depuis Turin par une lettre du 10 décembre 1981, signée par tous les membres du Comité directeur. Ces contradictions révélaient que les responsables du ministère de la Culture, ou le gouvernement bulgare lui-même, avaient de sérieux doutes quant à l'avenir du projet. Ce que confirma une lettre d'Aristarco, envoyée de Turin le 21 mars 1983, qui rapportait que le Comité directeur réuni à Sofia avec M. Milen Marinov (vice-président bulgare de la Commission pour la culture) et Edouard Safirov (secrétaire de la commission bulgare à l'UNESCO), s'était vu déclarer que l'Etat bulgare ne pouvait prendre en charge le montant en dollars demandé par Todor Andreykov pour mener à bien le projet, mais que pourraient être explorées des possibilités de co-éditions avec des maisons d'édition anglophones ou francophones. Par conséquent, il y avait encore un peu d'espoir. Dans une réunion que j'eus à Vienne, à cette époque, avec Antonio Pasquali, haut fonctionnaire à l'UNESCO, la solution proposée fut la publication de textes sur chaque cinéma de façon individuelle et indépendante, une fois sa rédaction achevée.

8. « Metodologie per lo studio dei testi », dans *Il film come bene culturale*, Venise, Biennale de Venezia, 1982, pp. 79-80.

9. Texte rédigé en français.

Mais la réalité était qu'aucun pays n'avait encore livré ses textes dans le cadre de ce projet engagé en 1978. En septembre 1984, Pasquali proposa formellement cette formule à Aristarco, mais celui-ci la rejeta catégoriquement car elle démembrerait l'architecture du projet original ; cette décision fut communiquée par Aristarco aux membres du Comité de Direction dans une lettre envoyée de Rome le 8 octobre 1984.

Cette même année, Aristarco passa de l'Université de Turin à celle de Rome et, en 1985, il reçut, en ma présence, la visite d'une fonctionnaire de l'UNESCO qui, après avoir enquêté en détail sur l'état du projet, pratiquement paralysé à ce stade, lui communiqua le retrait définitif du soutien de son institution, précipitant sa chute.

L'utopie d'une Histoire du cinéma mondial de genèse universelle, voulant combiner l'autoritarisme du sommet et la démocratie de la base productive, avait coulé. Mais de nombreux enseignements scientifiques pourraient être tirés de ses erreurs.

Traduction de l'espagnol par François Albera revue par l'auteur

COPY FOR INFORMATION
 united nations educational, scientific and cultural organization
 organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture

7, place de Fontenay, 75700 PARIS

téléphone : 01 57 73 26 10
 télécopieur : 01 57 73 26 10
 télégroupe : Unesco Paris
 télex : 334461 Paris

référence : DCE/DCS/043/77

Le 21 septembre 1984

Cher Ami,

Je me réfère à votre téléx du 28 août dernier faisant mention de votre lettre du 25 avril adressée à mon prédécesseur, M. Bolla, lettre qui malheureusement ne nous est jamais parvenue.

Je me réjouis du fait que vous portiez encore un vif intérêt au projet d'une histoire mondiale du cinéma, tel qu'il est désormais conçu à la suite de la décision de la Conférence générale de l'Unesco à sa vingt-deuxième session.

Pour l'essentiel, les changements intervenus sont ceux reflétés dans la lettre HDG/CHN/84/028 du 5 mars 1984, dont vous trouverez ci-joint une copie. Je joins également copie des lettres adressées par M. Gonzalez Casanova, de l'UNAM, à M. E. Guberna et à moi-même.

D'après les conversations informelles que j'ai eues pendant et après la réunion de Vienne avec M. Guberna et d'autres personnes intéressées par le projet, il semble qu'en moins de deux semaines nationales de pays hispanophones seraient prêts à être publiés conformément à la décision adoptée par la Conférence générale, ce qui permettrait de débloquer avant la fin de l'année la somme de US \$5,000 allouée à ce projet.

Je dois d'autre part vous informer que ceux de vos collaborateurs que j'ai pu contacter ont exprimé le souhait de pouvoir continuer à travailler à ce projet sous votre direction, tout en reconnaissant que le projet lui-même doit être réduit à de plus modestes proportions et qu'une décision s'impose avant la fin de 1984 afin de ne pas perdre la somme, sans doute, qui lui a été allouée.

Il serait tout à fait souhaitable que le comité placé sous votre présidence puisse parvenir à une décision en ce sens dans les meilleurs délais et qu'une requête formelle nous soit adressée en cas de décision affirmative afin de pouvoir engager la somme en question. Seule la mise en route du projet en 1984 nous permettrait de soumettre à la prochaine conférence générale, à l'automne de 1985, une nouvelle requête d'assistance financière.

Sans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire, cher ami, à l'assurance de mes sentiments les plus cordiaux.

Antoni Pasquell
 Antoni Pasquell
 Sous-Directeur général a.i.
 Secteur de la communication

Monsieur Guido ARISTARCO
 Président du Comité international
 pour l'histoire mondiale du cinéma
 Via Cincinato Perzani 110
 00197 ROMA
 Italie